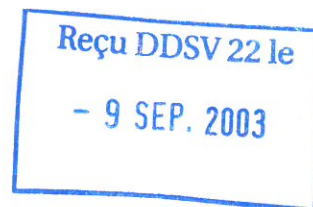


PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'honneur



- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1^{er} juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2001, modifié le 1^{er} août 2002, établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 1990 autorisant, au titre de l'installation classée « BOULET Maryvonne », à exploiter un élevage avicole de 42000 animaux équivalents, (soit 14000 dindes de chair) à « La Côte » en PLEDAN ;
- VU la demande présentée le 23 décembre 1999 au titre de l'installation classée « **EARL de la COTE (BOULET Maryvonne)** », sise « La Côte » en PLEDAN, en vue de procéder à la régularisation administrative d'un élevage avicole partiellement autorisé (dindes de chair) avec création d'une unité de fabrication d'engrais ou amendements organiques, pour un cheptel global de 50286 animaux équivalents (soit 16762 dindes de chair), sur le site de « La Côte » en PLEDAN (Section D N° 1385-1388) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de HENON, QUESOY, émises respectivement les 9 mai 2001, 14 mai 2001 ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 11 février 2003 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 18 avril 2003;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512-2 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 511-1 du Code de l'environnement;

CONSIDERANT le contrat de reprise signé le 5 novembre 2002 entre l'éleveuse et la Société TERRIAL (remplaçant le contrat SUNFEED du 15 novembre 1999) ;

CONSIDERANT que la totalité du fumier produit par l'élevage est exportée dans le cadre de la convention signée avec la société TERRIAL ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1ER -

A. - La pétitionnaire est autorisée, au titre de l'installation classée « EARL de la COTE (BOULET Maryvonne) », sise « La Côte » en PLEDRAN », à exploiter à PLEDRAN au lieu-dit « La Côte » (section D N° 1385-1388), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 50286 animaux équivalents en présence simultanée.

Sous réserve que la rotation des productions sur les 2 poulaillers permette de limiter la production d'azote à 8800 kg par an, cet élevage sera composé comme suit :

Elevage	
16762 dindes et dindons de chair	soit !Erreur de syntaxe,) animaux-équivalents
<i>Ou :</i> 50286 poulets de chair	soit !Erreur de syntaxe,) animaux-équivalents

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111 de la nomenclature, sous réserve du respect de la réglementation en vigueur et des prescriptions définies ci-après.

B. - Il est donné acte à la pétitionnaire de sa déclaration par laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter une unité de fabrication d'engrais et de supports de culture à partir des matières organiques, dont la capacité moyenne de production est de 250 tonnes par an.»

ARTICLE 2 -

2.1 - Prescriptions spéciales:

L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2 - Prescriptions générales de sécurité :

2.2.1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.2.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5 - installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2.3 - **Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :**

2.3.1 - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2000 m²

2.3.2 - Toutes les eaux usées (sas, etc.) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. *Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.*

2.4 - **Prescriptions complémentaires concernant l'unité de fabrication d'engrais et de supports de culture :**

2.4.1 - *Dispositions générales :*

2.4.1.1 - Pour l'exploitation de cette unité de fabrication, l'exploitante devra respecter les prescriptions complémentaires édictées ci-après .

2.4.1.2 - L'exploitante est soumise aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (*compostage*) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation.

2.4.1.3 - ***Conformité de l'installation à la déclaration*** : l'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions ci-après.

2.4.1.4 - ***Modifications*** : tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté *avant sa réalisation* à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.4.1.5 - ***Dossier installation classée*** : L'exploitante doit établir et tenir à jour un dossier (*tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées*) comportant les documents suivants :

- a) le dossier de déclaration ;
- b) les plans tenus à jour ;
- c) l'acte administratif réglementant l'activité ;
- d) le cahier de suivi du compostage ;
- e) les documents et analyses susvisés.

2.4.2 - *Implantation - aménagement :*

2.4.2.1 - ***Règles d'implantation*** : sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, l'installation doit être implantée :

- a) *à au moins 100 mètres* de toute habitation occupée par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, des établissements recevant du public, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- b) *à au moins 50 mètres* des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux (que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères), des rivages, des berges des cours d'eau ;

c) à au moins 200 mètres des lieux de baignade et des plages ;

d) à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, aquacoles et gisements naturels de coquillages.

2.4.2.2 – **Intégration dans le paysage** : L'exploitante prendra les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site (*peinture, plantations, engazonnement, etc.*) et tiendra à jour un schéma d'aménagement, visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site sera maintenu propre, et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Un soin particulier sera apporté aux abords de l'établissement relevant de l'exploitante, et notamment autour des émissaires de rejet (*plantations, engazonnement, etc.*)

2.4.2.3 – **Interdiction d'habitations au-dessus des installations** : l'installation ne doit pas être surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers.

2.4.2.4 – **Accessibilité – voie de circulation** : les différentes zones de l'installation doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments éventuels sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades doit être équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés. A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Les véhicules sortant de l'installation ne devront pas entraîner de dépôt de poussières ou de déchets sur la voie publique.

2.4.2.5 – **Installation de compostage** :

2.4.2.5.1 – au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobique contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost, destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante, ou support de culture, ou comme matière première pour la fabrication de matières fertilisantes ou supports de culture.

2.4.2.5.2 – l'engrais organique obtenus répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001.

2.4.2.5.3 – pour la mise en œuvre du procédé de fabrication, l'exploitante disposera d'une plate-forme étanche d'une surface de 250 m², offrant une capacité de production et de stockage d'au moins *six mois*. Un quai (ou une aire de chargement) sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

2.4.2.5.4 – le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

2.4.2.5.5 – toutes les dispositions nécessaires seront prises pour récupérer les liquides d'égouttage qui seront, soit dirigés vers les installations de stockage, soit récupérés dans l'installation pour l'humidification des andins. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.4.2.5.6 – L'exploitante disposera des matériels nécessaires à la mise en œuvre des procédés de fabrication, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un prestataire de services.

2.4.2.5.7 – la hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andins, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andins, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées.

2.4.2.5.8 – la durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à *un an*.

2.4.2.5.9 – la fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle au plus tard 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

2.4.2.6 – **Ventilation des locaux** : sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

2.4.3 – **Exploitation – entretien** :

2.4.3.1 – **Surveillance de l'exploitation** : l'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitante et ayant une connaissance de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

2.4.3.2 – **Propreté** : l'installation devra être toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien seront menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitante prendra les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.4.3.3 – **Contrôle et suivi du compostage** : La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

2.4.3.3.1 – Le process doit respecter un minimum de 2 retournements ou une aération forcée, et l'exploitante doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50°C pendant 6 semaines. L'exploitante doit disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants (J correspondant au jour de chaque retournement) :

- 1^{ère} mesure à J+2 jours
- 2^{ème} mesure à J+5 jours
- 3^{ème} mesure à J+12 jours

Ces opérations seront renouvelées à chaque retournement.

2.4.3.3.2 – L'exploitante devra tenir à jour un cahier de suivi du compostage, sur lequel elle reportera la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec, au minimum :

- a) la quantité de matières premières entrantes en fabrication par catégorie ;
- b) l'origine des matières premières (*nature et origine des déjections – origine des déchets verts, le cas échéant*) ;
- c) les dates d'entrée en compostage (*correspondant au 1^{er} retournement*) ;
- d) les quantités d'eau apportées et les dates d'apport ;
- e) les mesures de température (*dates des mesures et relevés de température*) ;
- f) les dates des retournements ultérieurs ;
- g) la date de l'entrée en maturation
- h) le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

2.4.3.3.3 – les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

2.4.3.3.4 – ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.

2.4.3.3.5 – toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

2.4.3.3.6 – pour les composts qui ne sont ni homologués, ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, l'exploitante devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination à mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.)

2.4.3.4 – **Utilisation du compost** :

A. - COMPOST UTILISE COMME PRODUIT COMMERCIAL DESTINE A ETRE MIS SUR LE MARCHE :

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L.255-1 à L.255-11 du Code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de culture, les composts doivent disposer d'une homologation, à défaut d'une autorisation provisoire de vente, ou être conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitante doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitante mettra en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants : matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P205, K20.

Par ailleurs, et dans l'attente de la publication par la Commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports de culture, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitante est tenue de faire réaliser, *tous les six mois*, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, l'exploitante devra procéder à des prélèvements et à des examens portant sur les germes suivants : E.coli, salmonelles (St, E), clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de *moins de six mois* devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitante devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article suivant.

B. - COMPOST UTILISE COMME MATIERE FERTILISANTE DESTINEE A L'EPANDAGE

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation ou d'avoir un produit conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitante doit respecter les dispositions réglementaires en matière d'épandage d'effluents d'origine agricole définies par les arrêtés préfectoraux relatifs aux élevages et par l'arrêté préfectoral relatif au programme d'action « nitrates ».

Le compost obtenu selon la méthodologie définie dans le dossier et répondant à la norme peut être épandu à 10 mètres des tiers.

Le suivi de compostage est assuré par l'enregistrement sur le cahier de fertilisation conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

C. - COMPOST UTILISE COMME MATIERE PREMIERE POUR LA FABRICATION DE MATIERE FERTILISANTE OU SUPPORT DE CULTURE VERS UNE UNITE INSTALLATION CLASSEE SOUS LA RUBRIQUE 2170 :

l'exploitante devra mettre en place une traçabilité conformément à l'article suivant.

2.4.4 – Gestion des flux – traçabilité :

Une convention est établie avec la société TERRIAL, qui assure la mise sur le marché, ou la reprise vers une installation classée sous la rubrique 2170 de la nomenclature, pour 250 tonnes par an, soit 8800 unités d'azote.

Cette convention devra préciser :

- a) les obligations de l'exploitante ;
- b) les conditions de reprise ;

c) les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise fournira à l'inspecteur des installations classées les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédent structurel et cantons supérieurs à 140 UI/ha, conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- a) les dates de départ ;
- b) les références de lot ;
- c) la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant ;
- d) les quantités livrées en tonnes et/ou en m³ ;
- e) le nom du transporteur ;
- f) les destinations (*nom du destinataire et lieu de destination*).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement sera établi entre l'exploitante, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon, seront indiquées la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonnes et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitante, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitante doit pouvoir fournir chaque année au service d'inspection des installations classées les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvement s, qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitante est tenue d'avertir le service d'inspection des installations classées de toute rupture de contrat, dès lors qu'elle en prend connaissance, ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

2.4.5 – *Prévention des risques incendie* :

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- a) d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (*bouches, poteaux, etc.*) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les risques à défendre ;
- b) d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieurs et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- c) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d) de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En cas d'exploitation par andins, l'exploitante doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andin, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.

2.4.6 – *Air- odeurs* :

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitante doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitante adoptera toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envois de poussières et matières diverses :

a) des écrans de végétation d'espèces locales seront mises en place, le cas échéant, autour de l'exploitation ;

b) pour les installations ou stockage situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, au frais de l'exploitante, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle, et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée de justificatifs.

ARTICLE 5 -

L'exploitante est tenue de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Elle devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de PLEDHAN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitante.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la pétitionnaire dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale du 14 mars 1990 susvisée.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article L.514-6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Maire de PLEDRAN,

L'Inspecteur des Installations Classées,


sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée à l'exploitante pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, et, d'autre part, adressée aux maires de HENON, QUESOY, SAINT CARREUC pour information.

SAINT-BRIEUC, le 29 juillet 2003

LE PREFET,

Signé : Marie-Françoise HAYE-GUILLAUD

Pour copie certifiée conforme
L'Adjointe au Chef de bureau



Thérèse GAULTIER

